

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE



PUBLICATIONS

Ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et décret n°2021-1311

**ARRÊTES DE DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE,
DE FONCTION, DE DEPORT
ET DE DÉSIGNATIONS DES ÉLUS**

EN VIGUEUR

au 21 novembre 2024

Dernière date de publication pour actualisation : 21 novembre 2024

ARRÊTES DE DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE DES ÉLUS

Arrêtés		Délégation de signature	Publié le	Abrogé le
n°24-2074	4 septembre 2024	portant délégation de fonction et de signature, en cas d'absence, d'empêchement du Président du Conseil départemental ou lorsqu'il est personnellement concerné à l'affaire	4 septembre 2024	
n°24-2202	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à M. Jean-Paul POURQUIER, 1 ^{er} Vice-Président du Conseil départemental	24 septembre 2024	
n°24-2203	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Madame Patricia BREMOND, 2 ^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental	24 septembre 2024	
n°24-2204	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Monsieur Denis BERTRAND, 3 ^{ème} Vice-Président du Conseil départemental	24 septembre 2024	
n°24-2205	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Madame Christine HUGON, 4 ^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental	24 septembre 2024	
n°24-2206	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Monsieur Francis GIBERT, 5 ^{ème} Vice-Président du Conseil départemental	24 septembre 2024	
n°24-2207	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Madame Françoise AMARGER-BRAJON, 6 ^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental	24 septembre 2024	
n°24-2208	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Monsieur Patrice SAINT-LEGER, 7 ^{ème} Vice-Président du Conseil départemental	24 septembre 2024	

Arrêtés		Délégation de signature	Publié le	Abrogé le
n°24-2209	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Madame Valérie REBOIS-CHEMIN en qualité de Présidente de la commission « Eau, Excellence écologique et énergétique »	24 septembre 2024	
n°24-2210	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Monsieur François ROBIN en qualité de Président de la commission « Sport, Culture, Patrimoine et Vie associative »	24 septembre 2024	
n°24-2211	23 septembre 2024	accordant délégation de signature à Madame Valérie FABRE en qualité de Présidente de la commission « Tourisme »	24 septembre 2024	

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2074

portant délégation de fonction et de signature, en cas d'absence, d'empêchement du Président du Conseil départemental ou lorsqu'il est personnellement concerné à l'affaire

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

Considérant l'article L 3122-2 du Code général des collectivités territoriales qui indique que conformément aux dispositions de l'article L 3122-2 du Code général des collectivités territoriales, en cas de vacance du siège de président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations.

ARRÊTE

ARTICLE 1

La délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 a constaté l'élection de la commission permanente du Conseil départemental et des vice-présidents dans l'ordre suivant :

- 1er vice-président : Jean-Paul POURQUIER
- 2ème Vice-présidente : Patricia BREMOND
- 3ème vice-président : Denis BERTRAND
- 4ème Vice-présidente : Christine HUGON
- 5ème vice-président : Francis GIBERT
- 6ème Vice-présidente : Françoise AMARGER-BRAJON
- 7ème Vice-président : Patrice SAINT-LEGER

ARTICLE 2

En cas d'absence, d'empêchement du Président du Conseil départemental ou lorsqu'il est personnellement concerné à l'affaire, les fonctions de président seront provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations, dès lors qu'il n'est pas constaté d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales (fonctions de président de conseil départemental et de maire et maire délégué).

ARTICLE 3

Cette délégation de fonction s'accompagne de la délégation de signature pour :

- tous les actes, arrêtés, conventions, contrats courriers, décisions, correspondance, offres et documents relatifs à l'étude, la préparation et la mise en œuvre des compétences du Département de la Lozère.
- tous les actes relatifs à la commande publique du Département (préparation, passation, exécution et règlement des marchés, conventions ou contrats et avenants éventuels) et pour mener les négociations permises par les règlements de consultation des marchés.
- tous les actes, mémoires et documents relatifs aux actions en justice intentées par ou contre le Département (devant toutes les juridictions y compris en appel et en cassation)
- tous les actes, arrêtés, contrats, conventions, courriers, décisions, correspondance relatifs à la gestion des ressources humaines de la collectivité.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 4 septembre 2024

Le Président du Conseil Départemental,

Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2202

- abrogeant l'arrêté n°21-1922 du 20 juillet 2021

- accordant délégation de signature à M. Jean-Paul POURQUIER, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Jean-Paul POURQUIER en qualité de 1^{er} Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission « Ressources internes et Finances départementales ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Monsieur Jean-Paul POURQUIER en qualité de 1^{er} Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission « Ressources internes et Finances départementales » pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Ressources internes et Finances départementales »

ARTICLE 3

En outre, Monsieur Jean-Paul POURQUIER, 1^{er} Vice-président du Conseil départemental, reçoit délégation permanente pour signer, au nom du Président du Conseil départemental, tous les actes relatifs aux dossiers d'acquisitions foncières et les actes notariés rédigés au nom du Département de la Lozère.

ARTICLE 4

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 5

A titre exceptionnel, dans les cas où le Président du Département serait concerné personnellement par les actions en justice intentées contre le Département, le 1^{er} Vice-président du Conseil départemental, sera ponctuellement chargé de défendre les intérêts du département devant toute juridiction.

ARTICLE 6

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et du vice-président, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 7

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 9

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAUA

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2203

- abrogeant l'arrêté n°21-1923 du 20 juillet 2021

- accordant délégation de signature à Madame Patricia BREMOND, 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Patricia BREMOND en qualité de 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental et Présidente de la commission « Jeunesse, Éducation et Citoyenneté ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Madame Patricia BREMOND en qualité de 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental et Présidente de la commission « Jeunesse, Éducation et Citoyenneté », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Jeunesse, Éducation et Citoyenneté ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et de vice-présidente, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2204

- abrogeant l'arrêté n°21-1924 du 20 juillet 2021
- accordant délégation de signature à Monsieur Denis BERTRAND, 3^{ème} Vice-Président du Conseil départemental

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Denis BERTRAND en qualité de 3^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission « Infrastructures et mobilités ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Monsieur Denis BERTRAND en qualité de 3^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission « Infrastructures et mobilités », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Infrastructures et mobilités ».

ARTICLE 3

En outre, Monsieur Denis BERTRAND, 3^{ème} Vice-président du Conseil départemental, reçoit délégation permanente pour signer, au nom du Président du Conseil départemental, tous les actes relatifs aux dossiers d'acquisitions foncières et les actes notariés rédigés au nom du Département de la Lozère.

ARTICLE 4

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et du vice-président, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2205

- abrogeant l'arrêté n°21-1925 du 20 juillet 2021
- accordant délégation de signature à Madame Christine HUGON, 4^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Christine HUGON en qualité de 4^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental et Présidente de la commission « Territoires et Attractivité ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Madame Christine HUGON en qualité de 4^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental et Présidente de la commission « Territoires et Attractivité » pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Territoires et Attractivité ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et de vice-présidente, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2206

- abrogeant l'arrêté n°21-1926 du 20 juillet 2021
- accordant délégation de signature à Monsieur Francis GIBERT, 5^{ème} Vice-Président du Conseil départemental

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Francis GIBERT en qualité de 5^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission « Economie circulaire, Agriculture et accompagnement des filières ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Monsieur Francis GIBERT en qualité de 5^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission « Économie circulaire, Agriculture et accompagnement des filières », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Économie circulaire, Agriculture et accompagnement des filières ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et du vice-président, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2207

- abrogeant l'arrêté n°21-1927 du 20 juillet 2021
- accordant délégation de signature à Madame Françoise AMARGER-BRAJON, 6^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Françoise AMARGER-BRAJON, en qualité de 6^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Présidente de la commission « Solidarités humaines ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Madame Françoise AMARGER-BRAJON, en qualité de 6^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Présidente de la commission « Solidarités humaines », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Solidarités humaines ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et de vice-présidente, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2208

- abrogeant l'arrêté n°21-1928 du 20 juillet 2021
- accordant délégation de signature à Monsieur Patrice SAINT-LEGER, 7^{ème} Vice-Président du Conseil départemental

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code général de la Fonction publique ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAUI, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Patrice SAINT-LEGER en qualité de 7^{ème} Vice-président du Conseil départemental.

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Monsieur Patrice SAINT-LEGER en qualité de 7^{ème} Vice-président du Conseil départemental et vice-président de la commission « Territoires et Attractivité » et vice-président de la commission « Infrastructures et mobilités », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

A cet effet, délégation lui est donnée, pour signer, en cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental ou de la Présidente ou du Président de commission dont il est vice-président :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission de la commission « Territoires et Attractivité » et « Infrastructures et mobilités ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 5

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2209

- accordant délégation de signature à Madame Valérie REBOIS-CHEMIN en qualité de Présidente de la commission « Eau, Excellence écologique et énergétique »

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Valérie REBOIS-CHEMIN en qualité de Présidente de la commission « Eau, Excellence écologique et énergétique ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Madame Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, Excellence écologique et énergétique », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

A cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Eau, Excellence écologique et énergétique ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et de Mme REBOIS-CHEMIN, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAUX

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2210

- abrogeant l'arrêté n°21-1925 du 20 juillet 2021
- accordant délégation de signature à Monsieur François ROBIN en qualité de Président de la commission « Sport, Culture, Patrimoine et Vie associative »

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur François ROBIN en qualité de Président de la commission « Sport, Culture, Patrimoine et Vie associative ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Monsieur François ROBIN, Président de la commission « Sport, Culture, Patrimoine et Vie associative », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Sport, Culture, Patrimoine et Vie associative ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et de M. ROBIN, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2211

- abrogeant l'arrêté n°21-1930 du 20 juillet 2021
- accordant délégation de signature à Madame Valérie FABRE en qualité de Présidente de la commission « Tourisme »

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Valérie FABRE en qualité de Présidente de la commission « Tourisme ».

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation de fonction et de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental, à Madame Valérie FABRE, Présidente de la commission « Tourisme », pour participer à l'animation et au suivi des dossiers relevant des compétences de sa commission.

ARTICLE 2

À cet effet, délégation lui est donnée, pour signer :

- les rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental,
- les arrêtés, conventions et tout acte de préparation et d'exécution des délibérations relevant des compétences de la commission « Tourisme ».

ARTICLE 3

L'attribution de cette délégation n'exclut pas la possibilité, pour le Président du Conseil départemental, de traiter et signer, en tant que de besoin, tout dossier relevant du domaine délégué.

ARTICLE 4

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité entre fonctions exécutives locales du Président du Conseil départemental et de Mme FABRE, les délégations de l'article 2 sont accordées aux vice-présidents dans l'ordre des nominations.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU

ARRÊTES DE DÉPORT DES ÉLUS TITULAIRES DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Arrêtés		Délégation de signature	Publié le	Abrogé le
n°24-2537	18 novembre 2024	portant désignation de délégués du Président du Conseil départemental sur les dossiers où le chef de l'exécutif départemental décide de s'abstenir d'exercer ses compétences en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2538	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles M. Jean-Paul POURQUIER, 1er vice-président du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2539	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles Mme Patricia BREMOND, 2ème vice-présidente du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2540	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles M. Denis BERTRAND, 3ème vice-président du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2541	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles Mme Christine HUGON, 4ème vice-présidente du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	

Arrêtés		Délégation de signature	Publié le	Abrogé le
n°24-2542	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles M. Francis GIBERT, 5 ^{ème} vice-président du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2543	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles Mme Françoise AMARGER-BRAJON, 6 ^{ème} vice-présidente du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2544	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles M. Patrice SAINT-LEGER, 7 ^{ème} vice-président du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2545	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles M. François ROBIN s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2546	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles Mme Valérie FABRE s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	
n°24-2547	18 novembre 2024	définissant les affaires pour lesquelles Mme Valérie REBOIS-CHEMIN s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	18 novembre 2024	

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2537

portant désignation de délégués du Président du Conseil départemental sur les dossiers où le chef de l'exécutif départemental décide de s'abstenir d'exercer ses compétences en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, qu'elles agissent en vertu de leurs pouvoirs propres ou par délégation de l'organe délibérant, les personnes mentionnées au précédent alinéa prennent un arrêté mentionnant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences et désignant, dans les conditions prévues par la loi, la personne chargée de les suppléer ; elles ne peuvent adresser aucune instruction à leur délégataire.

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le Président du Conseil départemental décide de recourir, en qualité de Président, au mécanisme d'abstention systématique, d'instruction et de vote, pour toute relation et examen de dossier concernant les affaires mentionnées dans l'annexe jointe.

ARTICLE 2

Le Président du Conseil départemental désigne pour le suppléer ou la représenter, sur les dossiers dont l'énumération suit et pour présenter et rapporter devant toutes les commissions ou instances délibératives, les conseiller(e)s départementaux mentionnés dans l'annexe jointe.

ARTICLE 3

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU



Arrêté de déport du Président du Conseil départemental

Préparation des arrêtés de déport : liste des structures concernées

Type de structure	Intitulés	Origine conflit	Elu(e) suppléant le Président sur les dossiers où le chef de l'exécutif départemental décide de s'abstenir d'exercer ses compétences
Association	ADRET : Agence de Développement Rural Europe et Territoires	Représentant <u>suppléant</u> du Conseil départemental	M. Patrice SAINT-LEGER, Vice-Président de la commission « Territoire et Attractivité »
Association	ADULLACT - Association des développeurs et utilisateurs de logiciels libres pour les administrations et les collectivités territoriales	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Jean-Paul POURQUIER , Président de la commission « Ressources internes et Finances »
Association	AFCCRE - Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Christine HUGON, Présidente de la commission « Territoire et Attractivité »
Association	AMF 48 - Maires, Adjointes et Elus départementaux de la Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Patrice SAINT-LEGER, Vice-Président de la commission « Territoire et Attractivité »
Association	ANEM : Association Nationale des Élus de la Montagne	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Christine HUGON, Présidente de la commission « Territoire et Attractivité »
Association	Association Au service de l'enfance	Propre à l'élu	Mme Françoise AMARGER-BRAJON, Présidente de la commission « Solidarités Humaines »
Association	Association des Départements de France ADF	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Christine HUGON, Présidente de la commission « Territoire et Attractivité »
Association	Association Terres de Vie en Lozère	Propre à l'élu	Mme Christine HUGON, Présidente de la commission « Territoire et Attractivité »

Liste des structures concernées par le sport – M. Laurent SUAU

Type de structure	Intitulés	Origine conflit	Elu(e) suppléant le Président sur les dossiers où le chef de l'exécutif départemental décide de s'abstenir d'exercer ses compétences
Établissement public	CDG 48 - Centre de Gestion de la Fonction Publique de la Lozère	Propre à l'élu	M. Denis BERTRAND, 3ème Vice-Président du Conseil départemental
Association	CDT - Lozère Tourisme	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Jean-Paul POURQUIER, 1 ^{er} Vice-Président du Conseil départemental
Établissement public	CIAS Coeur de Lozère	Propre à l'élu	M. Jean-Paul POURQUIER, 1 ^{er} Vice-Président du Conseil départemental
Association	COL - Centre Omnisports Lozère	Propre à l'élu	M. François ROBIN, Président de la commission « Culture, Sports, patrimoine et Vie associative »
Association	Comité National d'Action Sociale (CNAS)	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Jean-Paul POURQUIER, Président de la commission « Ressources internes et Finances »
Collectivité locale	Communauté de communes Coeur de Lozère	Propre à l'élu	Mme Christine HUGON, Présidente de la commission « Territoire et Attractivité »
Collectivité locale	Commune de Mende	Propre à l'élu	Mme Christine HUGON, Présidente de la commission « Territoire et Attractivité »
Établissement public	Entente Interdépartementale des Causses et des Cévennes	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Jean-Paul POURQUIER, 1 ^{er} Vice-Président du Conseil départemental
Association	Fédération départementale de Pêche de la Lozère	Propre à l'élu	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, excellence écologique et énergétique »
Établissement public	Hôpital François Tosquelles de St Alban	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Françoise AMARGER-BRAJON, Présidente de la commission « Solidarités Humaines »

Liste des structures concernées par le déport – M. Laurent SUAU

Type de structure	Intitulés	Origine conflit	Elu(e) suppléant le Président sur les dossiers où le chef de l'exécutif départemental décide de s'abstenir d'exercer ses compétences
Association	Initiative Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Francis GIBERT , Président de la commission « Economie circulaire, agriculture et accompagnement des filières »
Association	La Foire de Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Francis GIBERT , Président de la commission « Economie circulaire, agriculture et accompagnement des filières »
Association	Lozère Développement	Représentant titulaire du Conseil départemental	M. Francis GIBERT , Président de la commission « Economie circulaire, agriculture et accompagnement des filières »
Société / Société anonyme / SEM	Lozère Habitations SA HLM	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, excellence écologique et énergétique »
Établissement public	Lozère Ingénierie : Agence technique	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Patricia BREMOND, 2 ^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental
Établissement public	Maison Départementale des Personnes Handicapées (COMEX)	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Patricia BREMOND, 2 ^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental
Association	Office de commerce Coeur de Lozère	Propre à l' élu	M. Francis GIBERT , Président de la commission « Economie circulaire, agriculture et accompagnement des filières »
Association	Office de la vie associative de Mende et Coeur de Lozère	Propre à l' élu	M. François ROBIN, Président de la commission « Culture, Sports, patrimoine et Vie associative »
Établissement public	Office de Tourisme Mende Coeur de Lozère	Propre à l' élu	Mme Valérie FABRE, Présidente de la commission « Tourisme »

Liste des structures concernées par le sport – M. Laurent SUAU

Type de structure	Intitulés	Origine conflit	Elu(e) suppléant le Président sur les dossiers où le chef de l'exécutif départemental décide de s'abstenir d'exercer ses compétences
Établissement public	Parc National des Cévennes (PNC)	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Christine HUGON, Présidente de la commission « Territoire et Attractivité »
Association	Réseau IDEAL	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Patricia BREMOND, 2 ^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental
Syndicat mixte	RN 88 Syn. études et promotion de l'axe Toulouse Lyon	Propre à l'élu	M. Denis BERTRAND , Président de la commission « Infrastructures et mobilités »
Société / Société anonyme / SEM	SA HLM Interrégionale Polygone constructions familiales	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, excellence écologique et énergétique »
Société / Société anonyme / SEM	SA HLM Polygone Massif Central	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, excellence écologique et énergétique »
Société / Société anonyme / SEM	SASU Lacs de pêche de Lozère	Propre à l'élu	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, excellence écologique et énergétique »
Syndicat mixte	SDEE de la Lozère	Propre à l'élu	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, excellence écologique et énergétique »
Établissement public	Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS	Représentant titulaire du Conseil départemental	Mme Françoise AMARGER-BRAJON, Vice-Présidente du Conseil départemental

Liste des structures concernées par le déport – M. Laurent SUAU

Type de structure	Intitulés	Origine conflit	Elu(e) suppléant le Président sur les dossiers où le chef de l'exécutif départemental décide de s'abstenir d'exercer ses compétences
Syndicat mixte	SMADE RN88	Propre à l'élu	M. Francis GIBERT , Président de la commission « Economie circulaire, agriculture et accompagnement des filières »
Association	Société de Chasse de la Saint-Hubert	Propre à l'élu	M. François ROBIN, Président de la commission « Culture, Sports, patrimoine et Vie associative »
Société / Société anonyme / SEM	Société publique locale (SPL) Coeur de Lozère Développt	Propre à l'élu	M. Francis GIBERT , Président de la commission « Economie circulaire, agriculture et accompagnement des filières »
Syndicat mixte	Syndicat mixte Lot Dourdou	Propre à l'élu	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, Présidente de la commission « Eau, excellence écologique et énergétique »

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental
 Laurent SUAU



Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2538

définissant les affaires pour lesquelles
M. Jean-Paul POURQUIER, 1^{er} vice-
président du Conseil départemental
s'engage à s'abstenir en vertu de la loi
n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative
à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie
publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de
situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité
pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la
loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et
l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de
Laurent SUAUI, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août
2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil
départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août
2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17
septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental
et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Jean-Paul POURQUIER en qualité de 1^{er}
Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission
« Ressources internes et Finances départementales ».

Considérant la délégation de signature accordée à M. Jean-Paul POURQUIER ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que le 1^{er} vice-président du Conseil départemental, M. Jean-Paul POURQUIER, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Établissement public	Centre de gestion de la Lozère	Propre à l'élu
Collectivité locale	Communauté de Communes Aubrac Lot Causses Tarn	Propre à l'élu
Collectivité locale	Commune Massegros-Causse-Gorges	Propre à l'élu
Établissement public	EPHAD St Martin	Propre à l'élu
Association	Lozère Développement	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Lozère Ingénierie (Agence technique)	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Maison Départementale des Personnes Handicapées (COMEX)	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	Office de Tourisme de l'Aubrac aux Gorges du Tarn	Propre à l'élu
Établissement public	PETR Pays du Gévaudan Lozère	Propre à l'élu
Établissement public	SDEE de la Lozère – Comité et Bureau Syndical	Propre à l'élu

Arrêté de déport : 1^{er} Vice-Président

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Société / Société anonyme / SEM	SELO - Société d'Économie Mixte d'Équipement pour le Développement de la Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental
Société / Société anonyme / SEM	SEM de l'Abattoir d'Antrenas	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS	Représentant titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	SIAEP du Causse du Massegros	Propre à l'élu
Syndicats mixtes	Syndicat mixte Lozère Numérique	Représentant titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat mixte pour la gestion de l'École Départementale de Musique de Lozère - EDML	Représentant titulaire du Conseil départemental

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU



Arrêté de déport : 1^{er} Vice-Président

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2539

définissant les affaires pour lesquelles
Mme Patricia BREMOND, 2^{ème} vice-
présidente du Conseil départemental
s'engage à s'abstenir en vertu de la loi
n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative
à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie
publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de
situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité
pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la
loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et
l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de
Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août
2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil
départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août
2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17
septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental
et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Patricia BREMOND en qualité de 2^{ème} Vice-
Présidente du Conseil départemental et Présidente de la commission
« Jeunesse, Éducation et Citoyenneté ».

Considérant la délégation de signature accordée à Mme Patricia BREMOND ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que la 2^{ème} vice-présidente du Conseil départemental, Mme Patricia BREMOND, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	A2LFS - Association de lutte contre les fléaux sociaux	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	AMF 48 - Maires, Adjointes et Elus départementaux de la Lozère	Propre à l'élue
Association	Association Vivre en Gévaudan	Propre à l'élue
Association	CDT - Lozère Tourisme	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Centre de gestion de la Lozère	Propre à l'élue
Établissement public	Collège Marcel-PIERREL (Marvejols)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Collège privé Notre-Dame (Marvejols)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Collectivité locale	Communauté de Communes du Gévaudan	Propre à l'élue
Collectivité locale	Commune de Marvejols	Propre à l'élue
Établissement public	EHPAD Jean-Baptiste Ray	Propre à l'élue
Établissement public	EPTB Lot (Établissement Public Territorial de Bassin)	Représentante titulaire du Conseil départemental

Arrêté de déport : 2° Vice-Présidente

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Société / Société anonyme / SEM	GAEC La Chèvrerie des Ventoux à Grèzes	Propre à l'élue
Établissement public	Hôpital de Marvejols	Propre à l'élue
Association	Lozère Développement	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Mission Locale Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Office Intercommunal de Tourisme Gévaudan Destination	Propre à l'élue
Association	OFTS - Association de Formation en Travail Educatif et Social	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	PETR Pays du Gévaudan Lozère	Propre à l'élue
Société / Société anonyme / SEM	SELO - Société d'Économie Mixte d'Équipement pour le Développement de la Lozère	Propre à l'élue
Société / Société anonyme / SEM	SEM de l'Abattoir d'Antrenas	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Service de l'Hospitalisation à Domicile (HAD) - Lozère	Propre à l'élue
Établissement public	Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS	Représentante titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat mixte pour la gestion de l'École Départementale de Musique de Lozère - EDML	Représentante titulaire du Conseil départemental

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

Arrêté de déport : 2° Vice-Présidente

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU



Arrêté de déport : 2° Vice-Présidente

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2540

définissant les affaires pour lesquelles
M. Denis BERTRAND, 3^{ème} vice-
président du Conseil départemental
s'engage à s'abstenir en vertu de la loi
n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative
à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie
publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de
situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité
pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la
loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et
l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de
Laurent SUAUI, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août
2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil
départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août
2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17
septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental
et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Denis BERTRAND en qualité de 3^{ème} Vice-
président du Conseil départemental et Président de la commission
« Infrastructures et mobilités ».

Considérant la délégation de signature accordée à M. Denis BERTRAND ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que le 3^{ème} vice-président du Conseil départemental, M. Denis BERTRAND, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	AGIR - Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	Association de la Confrérie de la Saint-Michel	Propre à l'élu
Association	Association Le Méjean	Propre à l'élu
Association	Association Les séniors des 3 vallées - génération mouvement	Propre à l'élu
Association	Association Meyrueis Musette	Propre à l'élu
Association	AVICCA - Association des Villes et des Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	CAUE : Conseil d'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	CEREMA	Représentant titulaire du Conseil départemental

Arrêté de déport : 3° Vice-Président

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Établissement public	Collège André-CHAMSON (Meyrueis)	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Collège privé Sainte-Marie (Meyrueis)	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Comité de programmation du GAL Sud Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Entente Interdépartementale des Causses et des Cévennes	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Lozère Ingénierie : agence technique	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Maison Départementale des Personnes Handicapées (COMEX)	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Parc National des Cévennes (PNC)	Représentant titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	SMEQMI : Syndicat Mixte pour la mise en valeur des eaux minérales de Quézac et Ispagnac	Représentant titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat mixte autoroute numérique A75	Représentant titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat mixte de la ligne verte des Cévennes	Représentant titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat mixte Lozère Numérique	Représentant titulaire du Conseil départemental

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

Arrêté de déport : 3° Vice-Président

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU



Arrêté de déport : 3° Vice-Président

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2541

définissant les affaires pour lesquelles
Mme Christine HUGON, 4^{ème} vice-
présidente du Conseil départemental
s'engage à s'abstenir en vertu de la loi
n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative
à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie
publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de
situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité
pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la
loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et
l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de
Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août
2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil
départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août
2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17
septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental
et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Christine HUGON en qualité de 4^{ème} Vice-
Présidente du Conseil départemental et Présidente de la commission
« Territoires et Attractivité ».

Considérant la délégation de signature accordée à Mme Christine HUGON ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que la 4^{ème} vice-présidente du Conseil départemental, Mme Christine HUGON, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	ADRET : Agence de Développement Rural Europe et Territoires	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	AMF 48 - Maires, Adjointes et Elus départementaux de la Lozère	Propre à l'élue
Association	CAUE : Conseil d'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Centre de gestion de la Lozère	Propre à l'élue
Établissement public	Collège du Haut-Gévaudan (St-Chély d'Apcher)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Collège privé Sacré-Cœur (Saint-Chély d'Apcher)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Collectivité locale	Communauté de communes Terres d'Apcher-Margeride-Aubrac	Propre à l'élue
Collectivité locale	Commune de Saint-Chély d'Apcher	Propre à l'élue
Établissement public	EPF Établissement public foncier Occitanie	Représentante titulaire du Conseil départemental

Arrêté de déport : 4^o Vice-Présidente

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Établissement public	EPTB Lot (Établissement Public Territorial de Bassin)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Hôpital de Saint-Chély d'Apcher	Propre à l'élue
Établissement public	Lozère Ingénierie : agence technique	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Maison Départementale des Personnes Handicapées (COMEX)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Office de Tourisme de Margeride en Gévaudan	Propre à l'élue
Établissement public	PETR Pays du Gévaudan Lozère	Propre à l'élue
Association	Scènes croisées de Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	SDEE – Comité et bureau syndical	Propre à l'élue
Syndicats mixtes	Syndicat mixte pour la gestion de l'École Départementale de Musique de Lozère - EDML	Représentante titulaire du Conseil départemental

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

Arrêté de déport : 4° Vice-Présidente

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU



Arrêté de déport : 4° Vice-Présidente

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2542

définissant les affaires pour lesquelles M. Francis GIBERT, 5^{ème} vice-président du Conseil départemental s'engage à s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAUI, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Francis GIBERT en qualité de 5^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Président de la commission « Economie circulaire, Agriculture et accompagnement des filières ».

Considérant la délégation de signature accordée à M. Francis GIBERT ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que le 5^{ème} vice-président du Conseil départemental, M. Francis GIBERT, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	AGRILOCAL	Représentant titulaire du Conseil départemental
Collectivité locale	Communauté de communes Randon-Margeride	Propre à l'élu
Collectivité locale	Commune d'Arzenc de Randon	Propre à l'élu
Association	COPAGE : Comité agri-environnemental et gestion espace de la Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Entente pour la forêt méditerranéenne Valabre	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	EPLEFPA de Civergols	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	GDS : Groupement départemental de défense sanitaire des animaux	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Office Intercommunal de Tourisme Cœur Margeride	Propre à l'élu
Société / Société anonyme / SEM	SAFER : Comité technique départemental Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental
Société / Société anonyme / SEM	SAFER Occitanie	Représentant titulaire du Conseil départemental

Arrêté de déport : 5° Vice-Président

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Société / Société anonyme / SEM	SEM de l'Abattoir d'Antrenas	Représentant titulaire du Conseil départemental

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU



Arrêté de déport : 5° Vice-Président

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2543

définissant les affaires pour lesquelles
Mme Françoise AMARGER-BRAJON,
6^{ème} vice-présidente du Conseil
départemental s'engage à s'abstenir en
vertu de la loi n°2013-907 du 11 octobre
2013 relative à la transparence de la vie
publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie
publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de
situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité
pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la
loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et
l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de
Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août
2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil
départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août
2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17
septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental
et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Françoise AMARGER-BRAJON, en qualité de
6^{ème} Vice-président du Conseil départemental et Présidente de la commission
« Solidarités humaines ».

Considérant la délégation de signature accordée à Mme Françoise AMARGER-BRAJON ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que la 6^{ème} vice-présidente du Conseil départemental, Mme Françoise AMARGER-BRAJON, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	Amis de la maison de retraite de Chaldecoste	Propre à l'élue
Établissement public	CIAS Cœur de Lozère	Propre à l'élue
Établissement public	Collège Henri-BOURRILLON (Mende)	Représentant(e) titulaire du Conseil départemental
Collectivité locale	Communauté de commune Cœur de Lozère	Propre à l'élue
Collectivité locale	Commune de Mende	Propre à l'élue
Association	La Boule Mendoise	Propre à l'élue
Société / Société anonyme / SEM	Lozère Habitations SA HLM	Propre à l'élue
Établissement public	Maison Départementale des Personnes Handicapées (COMEX)	Représentant(e) titulaire du Conseil départemental
Association	Office de la vie associative de Mende et Cœur de Lozère	Propre à l'élue
Association	Pupilles de l'Enseignement Public de Lozère	Propre à l'élue

Arrêté de déport : 6° Vice-Présidente

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Société / Société anonyme / SEM	Société publique locale (SPL) Coeur de Lozère Développement	Propre à l'élue
Association	Terres de Vie en Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU



Arrêté de déport : 6° Vice-Présidente

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2544

définissant les affaires pour lesquelles
M. Patrice SAINT-LEGER, 7^{ème} vice-
président du Conseil départemental
s'engage à s'abstenir en vertu de la loi
n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative
à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie
publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de
situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité
pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la
loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique
et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et
l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de
Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août
2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil
départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août
2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17
septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental
et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur Patrice SAINT-LEGER en qualité de 7^{ème} Vice-
président du Conseil départemental.

Considérant la délégation de signature accordée à Patrice SAINT-LEGER ;

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que le 7^{ème} vice-président du Conseil départemental, M. Patrice SAINT-LEGER, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	ADAPEI 48 Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés	Propre à l'élu
Association	CAUE : Conseil d'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement	Représentant titulaire du Conseil départemental
Collectivité locale	Communauté de communes Randon-Margeride	Propre à l'élu
Collectivité locale	Commune de Monts-de-Randon	Propre à l'élu
Établissement public	EPHAD du Malzieu-Ville	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Hôpital François Tosquelles de St Alban	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Lozère Ingénierie : agence technique	Représentant titulaire du Conseil départemental
Société / Société anonyme / SEM	SELO - Société d'Économie Mixte d'Équipement pour le Développement de la Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental
Société / Société anonyme / SEM	SEM de l'Abattoir d'Antrenas	Représentant titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS	Représentant titulaire du Conseil départemental

Arrêté de déport : 7° Vice-Président

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU



Arrêté de déport : 7° Vice-Président

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2545

définissant les affaires pour lesquelles
M. François ROBIN s'engage à
s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907
du 11 octobre 2013 relative à la
transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAUI, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Monsieur François ROBIN en qualité de Président de la commission « Sport, Culture, Patrimoine et Vie associative ».

Considérant la délégation de signature accordée à M. François ROBIN.

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que le Président de la commission « Sport, Culture, Patrimoine et Vie associative », M. François ROBIN, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Collectivité locale	Communauté de communes Coeur de Lozère	Propre à l'élu
Collectivité locale	Commune de Mende	Propre à l'élu
Établissement public	Hôpital Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	Lozère Logistique Scénique	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	Scènes croisées de Lozère	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	SPORTS MAC - Association étude et promotion du sport et des activités sportives du Massif Central	Représentant titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat mixte pour la gestion de l'École Départementale de Musique de Lozère – EDML et conseil d'établissement	Représentant titulaire du Conseil départemental
Association	Union départementale FSU	Propre à l'élu
Association	Centre Omnisports Lozère	Propre à l'élu

Arrêté de déport : M. François ROBIN

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU



Arrêté de déport : M. François ROBIN

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2546

définissant les affaires pour lesquelles
Mme Valérie FABRE s'engage à
s'abstenir en vertu de la loi n°2013-907
du 11 octobre 2013 relative à la
transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAUI, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Valérie FABRE en qualité de Présidente de la commission « Tourisme ».

Considérant la délégation de signature accordée à Mme Valérie FABRE.

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que la Présidente de la commission « Tourisme », Mme Valérie FABRE, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	ADEFPAT	Propre à l'élue
Association	Amicale des sapeurs pompiers de la Canourgue	Propre à l'élue
Association	CDT - Lozère Tourisme (Conseil d'administration et bureau)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Collège Sport Nature (La Canourgue)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Comité des fêtes de la Canourgue	Propre à l'élue
Association	Comité Local d'Accueil de Population de la Canourgue	Propre à l'élue
Établissement public	École Marie RIVIER de Chanac	Propre à l'élue
Établissement public	Entente Interdépartementale des Causses et des Cévennes	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	EPHAD Saint-Martin	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	EPTB Lot (Établissement Public Territorial de Bassin)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Le clos du nid	Propre à l'élue
Association	Les amis du Chemin de St Guilhem	Propre à l'élue

Arrêté de déport : Mme Valérie FABRE

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	Les Logis de Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Les résidences lozériennes d'Olt	Propre à l'élue
Association	Lozère Développement	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Lozère Logistique Scénique	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Maison Départementale des Personnes Handicapées (COMEX)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Mission Locale Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Scènes croisées de Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	SMEQMI : Syndicat Mixte pour la mise en valeur des eaux minérales de Quézac et Ispagnac	Représentante titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat mixte pour la gestion de l'École Départementale de Musique de Lozère - EDML	Représentante titulaire du Conseil départemental

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

Arrêté de déport : Mme Valérie FABRE

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU



Arrêté de déport : Mme Valérie FABRE

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2547

définissant les affaires pour lesquelles
Mme Valérie REBOIS-CHEMIN
s'engage à s'abstenir en vertu de la loi
n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative
à la transparence de la vie publique

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAUI, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

Considérant l'élection de Madame Valérie REBOIS-CHEMIN en qualité de Présidente de la commission « Eau, Excellence écologique et énergétique ».

Considérant la délégation de signature accordée à Mme Valérie REBOIS-CHEMIN.

Considérant que selon les termes de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

Considérant que lorsqu'elles estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, les personnes mentionnées au précédent alinéa en informent le délégant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles elles estiment ne pas devoir exercer leurs compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Président du Conseil départemental prend acte que la Présidente de la commission « Eau, Excellence écologique et énergétique », Mme Valérie REBOIS-CHEMIN, devra recourir au mécanisme d'abstention systématique concernant les affaires mentionnées ci-après :

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Association	Association Terres de Vie en Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental
Société / Société anonyme / SEM	BRL : Conseil de surveillance de la Compagnie du Bas-Rhône Languedoc	Représentante titulaire du Conseil départemental
Collectivité locale	Communauté de communes Coeur de Lozère	Propre à l'élue
Collectivité locale	Commune de Badaroux	Propre à l'élue
Établissement public	EPL : Établissement Public de la Loire	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	EPTB Lot (Établissement Public Territorial de Bassin)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Lozère Développement	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Maison Départementale des Personnes Handicapées (COMEX)	Représentante titulaire du Conseil départemental
Association	Office de commerce Coeur de Lozère	Propre à l'élue
Association	Office de la vie associative de Mende et Coeur de Lozère	Propre à l'élue

Arrêté de déport : Mme Valérie REBOIS-CHEMIN

Type de structure	Intitulés	Origine conflit
Établissement public	Office de Tourisme Mende Coeur de Lozère	Propre à l'élue
Société / Société anonyme / SEM	SELO - Société d'Économie Mixte d'Équipement pour le Développement de la Lozère	Représentante titulaire du Conseil départemental
Établissement public	Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS	Représentante titulaire du Conseil départemental
Syndicats mixtes	Syndicat Mixte du Plateau du Roy	Propre à l'élue

La personne intéressée doit s'abstenir d'adresser, directement ou indirectement, toutes instructions, demandes, suggestions, recommandations, conseil ou influence portant sur les décisions ou mesures concernant les affaires mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 18 novembre 2024

Le Président du Conseil départemental
Laurent SUAU



Arrêté de déport : Mme Valérie REBOIS-CHEMIN

ARRÊTES DE DÉSIGNATIONS DES ÉLUS

Arrêtés		Délégation de signature	Publié le	Abrogé le
n°24-2212	23 septembre 2024	désignant Monsieur Denis BERTRAND représentant du Président du Conseil départemental en qualité de Président de la commission d'appel d'offres lorsque le Président est absent ou empêché	24 septembre 2024	
n°24-2213	23 septembre 2024	désignant Monsieur Denis BERTRAND représentant du Président du Conseil départemental en qualité de Président la commission consultative des services publics locaux et de la commission de délégation d'un service public local.	24 septembre 2024	
n°24-2214	23 septembre 2024	portant désignations de représentants au sein des conseils d'administration des collèges publics et autorisation à prendre toute décision dans le cadre de cette représentation	24 septembre 2024	
n°24-2215	23 septembre 2024	portant nomination d'un représentant du Président au Conseil Départemental au sein de la Conférence Régionale de Santé et de l'Autonomie Occitanie	24 septembre 2024	
n°24-2216	23 septembre 2024	portant nomination de représentants du Président du Conseil Départemental au sein : - de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées (CFPPA) - de la Conférence des Financeurs de l'Habitat inclusif (CFHI)	24 septembre 2024	
n°24-2217	23 septembre 2024	<i>portant de représentants pour siéger au sein de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social.</i>	24 septembre 2024	<i>Par arrêté n°24-2346 du 9 octobre 2024</i>
n°24-2342	9 octobre 2024	portant désignation des représentants du Département de la Lozère au sein des instances des conseils de surveillance des hôpitaux	9 octobre 2024	

Arrêtés		Délégation de signature	Publié le	Abrogé le
n°24-2343	9 octobre 2024	abrogeant l'arrêté n°21-1973 du 23 juillet 2021 et désignant les représentants du Département au sein de la Commission Exécutive de la Maison départementale des personnes handicapées.	9 octobre 2024	Par arrêté n°24-2562 du 23 novembre 2024
n°24-2344	9 octobre 2024	désignant les représentants du Département au sein de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) de la Maison départementale des personnes handicapées.	9 octobre 2024	
n°24-2345	9 octobre 2024	abrogeant l'arrêté n°22-1410 du 14 juin 2022 et désignant les représentants au sein du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA)	9 octobre 2024	
n°24-2346	9 octobre 2024	abrogeant l'arrêté n°24-2217 et portant de représentants pour siéger au sein de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social.	9 octobre 2024	
n°24-2509	7 novembre 2024	portant désignation des conseillers départementaux en qualité de délégués pour représenter le Président du Conseil départemental dans divers domaines de compétence.	7 novembre 2024	
n°24-2528	13 novembre 2024	portant désignation de M. Jean-Paul POURQUIER en qualité de représentant du Président du Conseil départemental, Président de Lozère Ingénierie	13 novembre 2024	

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2212

- abrogeant l'arrêté n°21-1909 du 16 juillet 2021

- désignant Monsieur Denis BERTRAND représentant du Président du Conseil départemental en qualité de Président de la commission d'appel d'offres lorsque le Président est absent ou empêché

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1036 en date du 17 septembre 2024 portant désignations des représentants du Conseil départemental au sein des diverses commissions, comités et organismes ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil départemental, président de droit de la commission d'appel d'offres, Monsieur Denis BERTRAND est désigné en qualité de représentant permanent.

ARTICLE 2

A cet effet, délégation lui est donnée, pour signer tous les actes nécessaires à l'organisation et au suivi des travaux de la commission d'appel d'offres, lorsque le Président du Conseil départemental est absent ou empêché.

ARTICLE 3

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2213

- abrogeant l'arrêté n°21-1910 du 16 juillet 2021
- désignant Monsieur Denis BERTRAND représentant du Président du Conseil départemental en qualité de Président la commission consultative des services publics locaux et de la commission de délégation d'un service public local.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAOU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1030 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1036 en date du 17 septembre 2024 portant désignations des représentants du Conseil départemental au sein des diverses commissions, comités et organismes ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement du la Président du Conseil départemental, président de droit de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de délégation d'un service public local, Monsieur Denis BERTRAND est désigné en qualité de représentant permanent.

ARTICLE 2

A cet effet, délégation lui est donnée, pour signer tous les actes nécessaires à l'organisation et au suivi des travaux de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de délégation d'un service public local, lorsque le Président du Conseil départemental est absent ou empêché.

ARTICLE 3

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Service : Assemblées et Comptabilité

Arrêté N°24 - 2214

- abrogeant l'arrêté n°22-1540 du 22 juillet 2022

- portant désignations de représentants au sein des conseils d'administration des collèges publics et autorisation à prendre toute décision dans le cadre de cette représentation

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code général de la Fonction publique ;

VU le décret n°2014-1236 du 24 octobre 2014 ;

VU l'article R421-33 du code de l'éducation indiquant que « les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article R. 421-14, aux 5° et 6° de l'article R. 421-16 et aux 5° et 6° de l'article R. 421-17 sont désignés par l'assemblée délibérante. Lorsque les représentants d'une même collectivité territoriale sont au nombre de deux, le président de l'assemblée délibérante peut proposer la désignation d'une personne n'appartenant pas à l'assemblée délibérante comme l'un de ses deux représentants. Pour chaque représentant titulaire, un représentant suppléant est désigné dans les mêmes conditions. Celui-ci siège au conseil d'administration en cas d'empêchement du représentant titulaire. »

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1036 en date du 17 septembre 2024 ;

VU l'organigramme des services départementaux ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les agents de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désignés par le Président et dont les noms suivent, sont habilités à représenter le Département au sein des conseils d'administration des collèges publics cités ci-après :

- Mme Isabelle DARNAS, Directrice du Développement Éducatif et Culturel
- Mme Emmanuelle PALANQUE, Directrice adjointe des Collèges et Vie associative
- Mme Emmanuelle PALPACUER, Référente en charge du suivi administratif et financier des collèges au sein de la direction du Développement Éducatif et Culturel.

ARTICLE 2

Les agents désignés à l'article 1 sont autorisés :

- à prendre toute décision au cours des conseils d'administration dans le cadre de cette représentation
- à signer tout document relatif à cette représentation.

ARTICLE 3

En fonction des dates des conseils d'administration, des absences ou empêchement des élus titulaires ou suppléants et des personnes désignées à l'article 1, le Département sera représenté au sein des conseils d'administration des collèges publics dans les conditions suivantes :

Établissement	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es) nominatif
Collège Bi-site Des Trois Vallées de Florac-Trois-Rivières et de l'UPP Pierre-DELMAS de Sainte-Enimie	- Guylène PANTEL - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Denis BERTRAND - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public André CHAMSON (Meyrueis).	- Denis BERTRAND - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Guylène PANTEL - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente

Établissement	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es) nominatif
Collège public Achille ROUSSON (Saint Etienne Vallée Française).	- Michèle MANOA - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Robert AIGOIN - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public Henri BOURRILLON (Mende).	- Françoise AMARGER BRAJON - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- François ROBIN - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public Henri GAMALA (Le Collet de Dèze).	- Robert AIGOIN - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Michèle MANOA - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public Henri ROUVIERE (Le Bleymard).	- Didier COUDERC - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Sophie PANTEL - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public LE TRENZE (Vialas).	- Didier COUDERC - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Sophie PANTEL - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public Marcel PIERREL (Marvejols).	- Patricia BREMOND - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Gilbert FONTUGNE - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public Marthe DUPEYRON (Langogne).	- Jean-Louis BRUN - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Johanne TRIOULIER - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente

Établissement	Représentant(es) titulaire(s)	Représentant(es) suppléant(es) nominatif
Collège public Odilon BARROT (Villefort).	- Didier COUDERC - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Sophie PANTEL - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public SPORT NATURE (La Canourgue).	- Valérie FABRE - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Jean-Paul POURQUIER - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente
Collège public HAUT-GEVAUDAN (Saint Chély d'Apcher).	- Christine HUGON - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente	- Michel THEROND - un agent de la direction du développement éducatif et culturel en charge des collèges, désigné par la Présidente

ARTICLE 3

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2215

portant nomination d'un représentant du
Président au Conseil Départemental au
sein de la Conférence Régionale de
Santé et de l'Autonomie Occitanie

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 149-1 à L. 149-3, D.149-1 à D.149-12-2 ;

VU le Code de la sécurité sociale ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R.133-1 et suivants ;

VU le décret n°2016-1206 du 7 septembre ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAOU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU l'arrêté n°2022-3150 modifiant l'arrêté n°2021-4990 portant composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Occitanie

ARRÊTE

ARTICLE 1

Sont désignés pour siéger au sein du collège 1b de la Conférence Régionale de Santé et de l'Autonomie Occitanie :

Titulaire	Monsieur Laurent SUAOU, Président du Conseil départemental représenté par Madame Patricia BREMOND, Vice-Présidente du Conseil départemental
1 ^{ère} suppléante	Mme Christine HUGON Vice-Présidente du Conseil départemental
2 ^{ème} suppléante	Mme Dominique DELMAS Conseillère départementale

ARTICLE 2

Madame Patricia BREMOND, est habilitée à signer l'ensemble des documents nécessaires au suivi de la Conférence Régionale de Santé et de l'Autonomie Occitanie en cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil Départemental.

ARTICLE 3

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N°24-2216

portant nomination de représentants du
Président du Conseil Départemental au
sein :

- de la Conférence des financeurs de la
prévention de la perte d'autonomie des
personnes âgées (CFPPA)
- de la Conférence des Financeurs de
l'Habitat inclusif (CFHI)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

- VU la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) du 28 décembre 2015
- VU le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R.133-1 et suivants ;
- VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAOU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;
- VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées (CFPPA) et la Conférence des Financeurs de l'Habitat inclusif (CFHI) sont présidées par le Président du conseil départemental et vice-présidées par le directeur de l'agence régional de santé (ARS)

ARTICLE 2

Le Président du Conseil départemental désigne :

- Mme Françoise AMARGER-BRAJON, représentante, pour siéger et présider la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées (CFPPA).
- Mme Régine BOURGADE, représentante, pour siéger et présider la Conférence des Financeurs de l'Habitat inclusif (CFHI).

ARTICLE 3

Mme Françoise AMARGER-BRAJON et Mme Régine BOURGADE, sont habilitées à signer, au titre de leur représentation respective, l'ensemble des documents nécessaires à l'organisation et au suivi de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de personnes âgées (CFPPA) Conférence des Financeurs de l'Habitat inclusif (CFHI).

ARTICLE 4

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 5

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 23 septembre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU

Direction des Finances et des Assemblées
Service : Assemblées et Comptabilité

Arrêté N°24 - 2342

- portant désignation des représentants du Département de la Lozère au sein des instances des conseils de surveillance des hôpitaux

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code général de la Fonction publique ;

VU les dispositions du Code de la santé publique et notamment de son article R 6143-2 qui précise que les conseils de surveillance composés de neuf membres comprennent : 1° Au titre des représentants des collectivités territoriales : (...) c) Le président du conseil départemental du département siège de l'établissement principal, ou le représentant qu'il désigne et de l'article R6143-3 qui concerne les conseils de surveillance composés de quinze membres « comprennent : 1° Au titre des représentants des collectivités territoriales : a) Pour les établissements publics de santé de ressort communal : (...) -le président du conseil départemental du département siège de l'établissement principal, ou le représentant qu'il désigne ».

VU les dispositions du Code de la santé publique et notamment de son article R 6143-12 qui indiquent que le mandat des membres prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels des intéressés ont été désignés ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

M. Laurent SUAU, agissant en qualité de Président du Conseil Départemental, élu le 9 août 2024, désigne pour la durée de leur mandat de conseiller départemental, pour représenter le Département de la Lozère au sein des Conseils de surveillance des établissements publics de santé :

Instance	Représentant du Conseil départemental
Hôpital de Florac.	Mme Guylène PANTEL, représentante du Président du Conseil départemental
Hôpital de Langogne.	M. Jean-Louis BRUN, représentant du Président du Conseil départemental
Hôpital de Lozère	M. François ROBIN , représentant du Président du Conseil départemental
Hôpital de Marvejols.	M. Gilbert FONTUNE, représentant du Président du Conseil départemental
Hôpital de Saint Chély d'Apcher.	M. Michel THEROND, représentant du Président du Conseil départemental
Hôpital François Tosquelles (Saint-Alban).	M. Laurent SUAU, Président du Conseil départemental M. Patrice SAINT-LEGER, désigné par l'Assemblée départementale

ARTICLE 2

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 3

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 9 octobre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU



Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2344

- désignant les représentants du Département au sein de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) de la Maison départementale des personnes handicapées.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 ;

VU les articles L 146-3 et suivants du code de l'action sociale ;

VU la convention constitutive du GIP et notamment son article 9 ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) de la Maison départementale des personnes handicapées comprend quatre représentants du Département désignés par le président du Conseil départemental et des suppléants, dans la limite de trois, pour chaque membre titulaire.

ARTICLE 2

Sont désignés pour siéger la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) de la Maison départementale des personnes handicapées :

Titulaires :

- Mme Françoise AMARGER-BRAJON
- Mme Patricia BRÉMOND
- Mme Dominique DELMAS
- Mme Eve BREZET

Suppléants:

- Mme Séverine CORNUT
- deux agents de la collectivité.

ARTICLE 3

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 9 octobre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU



Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2345

- abrogeant l'arrêté n°22-1410 du 14 juin 2022
- désignant les représentants au sein du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 149-1 à L. 149-3, D.149-1 à D.149-12-2 ;

VU le Code de la sécurité sociale ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le Président du Conseil Départemental est Président de droit du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil Départemental, Madame Françoise AMARGER-BRAJON, Présidente de la Commission des Solidarités Humaines du Conseil départemental est :

- nommée, pour la durée de son mandat, représentante du Président du Conseil départemental pour présider le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA),
- habilitée à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'organisation et au suivi du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA)

ARTICLE 2

Sont nommés, pour la durée de leur mandat, afin de siéger au sein de la formation spécialisée pour les questions relatives aux personnes âgées :

Titulaires :

- Mme Séverine CORNUT
- Mme Françoise AMARGER-BRAJON

Suppléants :

- M. François ROBIN
- Mme Guylène PANTEL

ARTICLE 3

Sont nommés, pour la durée de leur mandat, afin de siéger au sein de la formation spécialisée pour les questions relatives aux personnes handicapées :

Titulaires :

- Mme Séverine CORNUT
- Mme Dominique DELMAS

Suppléants :

- Mme Patricia BRÉMOND
- Mme Guylène PANTEL

ARTICLE 4

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 9 octobre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU



Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité
-

Arrêté N°24-2346

- abrogeant l'arrêté n°24-2217
- portant de représentants pour siéger au sein de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

- VU les articles R 313-1 à R 313-7-8 du Code de l'action sociale et des familles
- VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R.133-1 et suivants ;
- VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAOU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;
- VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le Président du Conseil départemental désigne, pour siéger au sein de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social :

En qualité de titulaires :

- Mme Françoise AMARGER-BRAJON
- Mme Patricia BREMOND

En qualité de suppléants :

- Mme Séverine CORNUT
- MME Dominique DELMAS

ARTICLE 2

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 3

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 9 octobre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU



Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2509

- portant désignation des conseillers départementaux en qualité de délégués pour représenter le Président du Conseil départemental dans divers domaines de compétence.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 149-1 à L. 149-3, D.149-1 à D.149-12-2 ;

VU le Code de la sécurité sociale ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 d'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1036 en date du 17 septembre 2024 portant désignations des représentants du Conseil départemental au sein des diverses commissions, comités et organismes ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le Président du Conseil départemental est seul chargé de l'administration et peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions.

ARTICLE 2

Les élu(e)s de l'Assemblée départementale ayant reçu une délégation dans les domaines de compétences définis à l'article 3 seront les interlocuteurs privilégiés du Président, des directions et services et de l'ensemble des organismes, associations, collectivités et partenaires de la collectivité et sont chargés de le représenter, sous sa surveillance et sa responsabilité.

ARTICLE 3

<u>Domaine de compétence</u>	<u>Elu(e) désigné(e)</u>
Communication :	Mme Valérie REBOIS-CHEMIN
Enseignement supérieur :	Mme Guylène PANTEL
Citoyenneté :	M. François ROBIN
Action sociale et insertion :	Mme Séverine CORNUT
Politique en faveur de l'enfance et de la famille :	Mme Valérie FABRE
Patrimoine :	Mme Régine BOURGADE
Logement :	Mme Régine BOURGADE
Autonomie :	Mme Dominique DELMAS

ARTICLE 4

Ces délégations ne valent pas délégation de signature qui font l'objet d'arrêtés spécifiques.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.



Mende, le 07 NOV. 2024

Le Président du Conseil départemental

Laurent SUAU



Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24- 2528

portant désignation de M. Jean-Paul POURQUIER en qualité de représentant du Président du Conseil départemental, Président de Lozère Ingénierie

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 149-1 à L. 149-3, D.149-1 à D.149-12-2 ;

VU le Code de la sécurité sociale ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAOU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 d'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1028 en date du 9 août 2024 donnant délégation au Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1035 en date du 17 septembre 2024 portant constitution des commissions du Conseil départemental et de leurs attributions respectives ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1036 en date du 17 septembre 2024 portant désignations des représentants du Conseil départemental au sein des diverses commissions, comités et organismes ;

VU les statuts de l'agence départementale « Lozère Ingénierie »

CONSIDÉRANT que Le Président du Conseil départemental est Président de droit du Conseil d'administration de l'agence départementale « Lozère Ingénierie » ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Par délibération du 17 septembre 2024, les Conseillers départementaux désignés pour siéger au sein du Conseil d'administration de l'agence départementale sont :

Titulaires	Suppléants
M. Laurent SUAU	Mme Séverine CORNUT
M. Patrice SAINT-LEGER	M. Robert AIGOIN
Mme Christine HUGON	M. Gilbert FONTUGNE
M. Denis BERTRAND	
M. Jean-Paul POURQUIER	
M. Jean-Louis BRUN	
M. Rémi ANDRÉ	

ARTICLE 2

M. Jean-Paul POURQUIER est désigné représentant du Président du Conseil départemental pour présider le Conseil d'administration de l'agence départementale « Lozère Ingénierie ».

ARTICLE 3

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télécours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 13 novembre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU



Direction des Finances et des Assemblées
Services des Assemblées et de la Comptabilité

Arrêté N° 24-2562

- abrogeant l'arrêté n°24-2343 du 9 octobre 2024
- désignant les représentants du Département au sein de la Commission Exécutive de la Maison départementale des personnes handicapées.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-3 ;

VU les articles L 221-2 et L 222-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 ;

VU les articles L 146-3 et suivants du code de l'action sociale ;

VU la convention constitutive du GIP et notamment son article 9 ;

VU l'installation du Conseil départemental en date du 9 août 2024 et l'élection de Laurent SUAU, en qualité de Président du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_24_1027 en date du 9 août 2024 constatant l'élection de la commission permanente du Conseil départemental ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

En vertu de l'article 2 de l'avenant à convention constitutive du GIP, la commission exécutive (COMEX) de la Maison départementale des Personnes Handicapées comprend, outre son Président, 24 membres dont 12 membres de l'assemblée désignés par le Président du Conseil départemental, M. Laurent SUAU, Président de la COMEX.

ARTICLE 2

Sont désignés pour siéger au sein de la Commission Exécutive de la Maison départementale des personnes handicapées :

Titulaires :

- Mme Françoise AMARGER-BRAJON
- M. Denis BERTRAND
- Mme Valérie FABRE
- Mme Valérie REBOIS-CHEMIN
- M. Michel THEROND
- Mme Christine HUGON

- Mme Régine BOURGADE
- Mme Dominique DELMAS
- Mme Guylène PANTEL
- M. Alain ASTRUC
- M. Jean-Paul POURQUIER
- Mme Séverine CORNUT

Suppléants:

- M. Patrice SAINT-LEGER
- M. François ROBIN
- M. Francis GIBERT

ARTICLE 3

Indique que les suppléances ne sont pas nominatives.

ARTICLE 4

Rappelle qu'en application de l'article 10 de la convention constitutive de la MDPH :

- un membre de la commission exécutive ne peut s'y faire représenter qu'en donnant mandat à un autre membre sachant qu'un membre de la commission exécutive ne peut recevoir plus d'un mandat ;
- la commission exécutive ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés ;
- les règles de fonctionnement de la commission exécutive sont définies dans son règlement intérieur.

ARTICLE 5

Sont abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté.

ARTICLE 6

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon les modalités définies par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse du Président du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Mende, le 21 novembre 2024

Le Président du Conseil Départemental
Laurent SUAU

